Opération de désinfection de la zone du Markaz de Nizamuddin, à New Delhi, le 11 avril. AJAY AGGARWAL/« HINDUSTAN TIMES » VIA GETTY IMAGES

En Inde, le **virus** de la haine

Les autorités nationalistes hindoues assurent que les musulmans ont joué un rôle décisif dans la propagation de l'épidémie. A New Delhi, les accusations ciblent une congrégation installée dans une enclave musulmane de la capitale

NEW DELHI - *correspondante*

Le labyrinthe de ruelles où l'on peine tant, d'habitude, à se frayer un chemin est désert. Plus un étal de fleurs ou d'encens, plus une boutique de souvenirs religieux, plus un enfant des rues en quête de quelques roupies, plus un estropié, plus un bruit. Le quartier est bouclé, verrouillé comme un coffre-fort. Des hommes protégés des pieds à la tête par des combinaisons ont tout désinfecté. Les policiers ou militaires armés surveillent les accès. Nizamuddin-Ouest est devenu l'un des principaux foyers de propagation du coronavirus en Inde.

Située au cœur de New Delhi, cette enclave musulmane est l'une des plus connues de la capitale indienne, car elle recèle un trésor, le Dargah de Nizamuddin Auliya, un sanctuaire en marbre blanc bâti en 1562 autour de la tombe de ce saint soufi indien. Le monument, situé sur une placette adossée à une mosquée de grès rouge, attire quotidiennement une foule grouillante de pèlerins, de mendiants, de malades et de touristes. A côté, une sorte de cimetière abrite les tombes des descendants de la sœur du saint, mais aussi des aristocrates, des dignitaires et des princes moghols.

Depuis la fin mars, le gouvernement indien a lancé une gigantesque chasse à l'homme pour retrouver toutes les personnes passées par un bâtiment tout proche du Dargah, le Markaz Banglewali Masjid, siège mondial d'une congrégation religieuse, le Tablighi Jamaat, « le groupe qui propage la foi ». Ce mouvement presque centenaire, l'un des plus importants organes de prosélytisme musulman sunnite au monde, rassemble des croyants plutôt âgés et forme des prêcheurs missionnaires qui tiennent des conférences dans les mosquées pour inciter les musulmans à revenir à une forme pure de l'islam. Le gouvernement indien, jusque-là, n'y prêtait pas une attention particulière.

C'était avant que le Tablighi Jamaat tienne à Nizamuddin un vaste rassemblement religieux, du 13 au 15 mars. Durant trois jours, et alors que le gouvernement de Delhi avait interdit les regroupements de plus de 200 personnes depuis le 13 mars pour tenter de prévenir l'épidémie due au coronavirus, 8 000 fidèles, venus de toute l'Inde, mais aussi de Malaisie, d'Indonésie, de Thaïlande ou d'Arabie saoudite, ont participé à la réunion.

Trois jours durant, les membres de la congrégation ont vécu dans des conditions de grande promiscuité au Markaz, un bâtiment moderne de six étages comprenant chambres et dortoirs, une mosquée et une madrasa, une école coranique. La plupart sont ensuite rentrés chez eux, se disséminant dans leurs pays respectifs et dans tout le sous-continent, du Cachemire jusqu'aux îles Andaman-et-Nicobar.

LA RUMEUR SE RÉPAND

Ignoraient-ils que le groupe comptait des malades du Covid-19, sans doute parmi les participants étrangers ? Averti par certains Etats de l'Inde soudainement infectés par des pèlerins de retour et enregistrant un nombre de décès inédit, le gouvernement a fait intervenir la police à Nizamuddin le 30 mars. Ce jour-là, 1 800 personnes se trouvaient encore dans le centre, dont près de 300 étrangers, en dépit du confinement général de la population ordonné cinq jours plus tôt par le premier ministre, Narendra Modi. Sous les objectifs des caméras, des centaines d'hommes vêtus d'une tunique blanche, pantalon retroussé aux chevilles, coiffés d'un chapeau blanc, portant un masque sur leur longue barbe, sont alors sortis des locaux pour être emmenés dans des bus et placés en quarantaine. Cinq cents présentaient des signes de contamination. En quelques jours, 25 000 personnes directement ou indirectement liées à la réunion furent ainsi mises en quarantaine.

Les premières accusations sont vite tombées par la voix du ministre chargé des minorités, Mukhtar Abbas Naqvi, qualifiant le rassemblement du Tablighi d'*« acte criminel impardonnable »*. *« Nous savons maintenant que les administrateurs ont violé les règles,* a-t-il lancé. *Des mesures sévères seront prises à l'encontre des responsables de cet établissement. Par cet acte de négligence grave, de nombreuses vies ont été mises en danger. »* Quelques jours plus tard, le ministère de la santé assurait qu'un tiers des cas de Covid-19 en Inde étaient liés au rassemblement de Nizamuddin. Au Pakistan aussi, le Tablighi Jamaat avait tenu une réunion de masse à Lahore, la capitale du Pendjab, du 10 au 12 mars, avec 100 000 fidèles en provenance de 70 pays, qui se révélera également responsable de la diffusion du virus dans le pays.

Le Tablighi Jamaat a occupé la « une » des journaux indiens, fait l'objet de directs sur les télévisions et suscité une communication quotidienne des autorités. L'usine à trolls liée au parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), s'est alors mise en branle pour diffuser des centaines de messages et de rumeurs sur les réseaux sociaux, sous le hashtag « corona-jihad », assimilant les musulmans à des propagateurs du coronavirus. De fausses vidéos montraient des livreurs crachant dans la nourriture pour empoisonner les clients ou des colporteurs écoulant à bas prix des légumes contaminés.

Le lent poison de la haine antimusulmane s'est diffusé dans le sous-continent. Partout dans le pays, des hommes ont été pris à partie, leurs commerces saccagés, lorsqu'ils n'étaient pas roués de coups ou leur nom donné en pâture. Le 4 avril, un participant du rassemblement du Tablighi Jamaat, revenu chez lui dans l'Himachal Pradesh, harcelé depuis son retour, boycotté par tout son village, a mis fin à ses jours. Il avait pourtant été mis en quarantaine puis testé négatif.

Rumeurs, fausses nouvelles… Le virus de la suspicion n'a pas tardé à gagner le cœur de la capitale. Le 9 avril, la police annonçait que trois membres d'une riche famille de Defense Colony, l'une des enclaves résidentielles les plus prisées par les Indiens aisés et les expatriés, étaient positifs au SARS-CoV-2 et qu'une enquête préliminaire pour *« négligence et acte malintentionné »* avait été ouverte contre leur gardien, musulman, soupçonné de les avoir infectés.

Les trois malades, un couple de personnes âgées et leur petit-fils, occupaient une villa familiale gardée par un employé posté dans une cahute au pied de la demeure. Ce dernier a disparu le 3 avril, juste après que la famille a commencé à ressentir les premiers symptômes de la maladie, et a été rapidement hospitalisée dans un établissement privé. La presse indienne, y compris les titres les plus sérieux, s'est emparée de l'affaire, rapportant notamment que le gardien, selon la police locale, avait dissimulé à ses employeurs sa présence à la fameuse réunion du Tablighi Jamaat, à Nizamuddin. Les enquêteurs l'ont intercepté chez lui, à Okhla, une enclave musulmane du sud de New Delhi, et l'ont placé en quarantaine. Le grand-père de la famille de Defense Colony, 80 ans, a succombé à l'hôpital. L'épilogue de cette histoire a été révélé le 17 avril : le gardien était négatif au coronavirus et n'était probablement pour rien dans la contamination de ses employeurs, l'hypothèse la plus plausible étant qu'un membre de la famille avait contracté le virus lors d'un voyage à l'étranger.

> **« LE TABLIGHI JAMAAT VA DEVENIR UNE BONNE EXCUSE POUR CEUX QUI VEULENT STIGMATISER LES MUSULMANS »**
>
> **OMAR ABDULLAH**
> ancien chef du gouvernement du Jammu-et-Cachemire

En première ligne dans la propagation de la rumeur, les propriétaires d'appartement ou de villa de Defense Colony et la Resident Welfare Association, l'association de quartier, ont tout de même continué à diffuser des messages sur leur groupe WhatsApp, demandant à tous les membres d'être *« plus vigilants et de surveiller les aides domestiques, les gardiens et les chauffeurs »*. L'association organise des patrouilles. D'autres quartiers ont créé des milices.

« BIAIS TRADITIONNELS »

Dans le Gujarat, théâtre des sanglants pogroms antimusulmans en 2002, quand l'actuel premier ministre dirigeait cet Etat, le directeur de l'hôpital principal a expliqué avoir mis en place, à la demande des autorités, des salles de consultation distinctes pour hindous et musulmans. Des informations démenties par le gouvernement, qui évoque, de son côté, des salles différenciées pour les hommes et pour les femmes.

L'Inde est-elle une fois encore rattrapée par sa tentation de rendre les musulmans responsables de tous les maux (immigration, terrorisme, chômage, maladie) ? L'épidémie a brusquement éclipsé de l'actualité les attaques meurtrières perpétrées contre les musulmans des quartiers nord de Delhi, fin février, comme elle a interrompu les manifestations monstres contre la réforme de la nationalité, visant à exclure les musulmans d'un processus de régularisation des réfugiés. *« L'histoire se poursuit. Même dans des circonstances aussi exceptionnelles que cette pandémie, les nationalistes hindous ne lâchent pas leurs biais traditionnels. Dès l'apparition du virus, la tonalité a été fortement antimusulmane »,* note Gilles Verniers, professeur de science politique à l'université Ashoka, à une cinquantaine de kilomètres de New Delhi. *« Nous sommes arrivés à un stade où même les hindous laïques demandent s'il est sûr de commander des biryanis* [une spécialité musulmane à base de riz et de viande de mouton] *et veulent vérifier la religion des livreurs »,* écrit le journaliste Vir Sanghvi, dans le quotidien *Hindustan Times.*

Au lendemain de la révélation du foyer de contamination au Markaz de Nizamuddin, l'ancien chef du gouvernement du Jammu-et-Cachemire Omar Abdullah s'était inquiété des conséquences pour la communauté musulmane. *« Le Tablighi Jamaat va devenir une bonne excuse pour ceux qui veulent stigmatiser les musulmans, comme si nous avions créé et diffusé le Covid-19 dans le monde »,* avait-il averti sur Twitter. Yogi Adityanath, très proche de Narendra Modi et propulsé par ce dernier à la tête du gouvernement de l'Uttar Pradesh, ne l'a pas démenti. Ce moine extrémiste, qui vit dans un temple entouré de vaches, l'animal sacré des hindous, et qui a pris la tête d'une milice habituée à terroriser la communauté musulmane, a qualifié les participants du Tablighi Jamaat, d'*« ennemis de l'humanité »* et invoqué une *« conspiration planifiée »*.

Le 25 mars, pourtant, au premier jour du confinement, le religieux lui-même participait à une procession dans la ville d'Ayodhya (Uttar Pradesh). Une photo publiée par le cofondateur de *The Wire*, un des meilleurs sites d'information en Inde, le montre même portant la statuette représentant le dieu Ram en nouveau-né, qu'il a retirée des ruines d'une mosquée, en prévision du démarrage imminent des travaux de construction d'un temple hindou. A l'image de cette cérémonie, de nombreuses célébrations religieuses hindoues ont eu lieu dans tout le pays sans encourir la moindre remontrance.

Les organisateurs du rassemblement de Nizamuddin devront, eux, rendre des comptes devant la justice. Le gouvernement, réputé modéré, de l'Etat de Delhi a engagé des poursuites pénales contre le leader du Tablighi Jamaat, le Maulana Saad Kandhalvi, pour *« homicide volontaire »* et *« mise en danger de la vie d'autrui »*. Les autorités sont formelles : la majorité des cas de Covid-19 répertoriés à Delhi sont liés à cette congrégation. Des dizaines de zones de la capitale indienne ont été placées en confinement extrême. Les résidents ont interdiction de sortir, même pour acheter de la nourriture, et sont soumis à une stricte surveillance. De quoi entretenir les haines pour longtemps. ■

SOPHIE LANDRIN